



Commune de Saint-Etienne-au-Mont

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

Selon l'article L.2312-1 du CGCT : « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal.

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

1°) Contexte national

Les prévisions pour l'année 2018 sont les suivantes :

- + 100 millions pour la *Dotation Globale de Fonctionnement* (DGF)
- + 90 millions pour la *Dotation de Solidarité Rurale* (DSR),
- + 90 millions pour la *Dotation de Solidarité Urbaine* (DSU),

Le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) sera, lui, maintenu à son niveau de 2017, soit 1 milliard d'Euros.

Les *dotations de soutien à l'investissement* seront consolidées et s'élèveront à 1,8 milliard d'Euros en 2018 :

- 996 millions d'Euros pour la *Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux* (DETR),
- 665 millions d'Euros pour la *Dotation de Soutien à l'Investissement Local* (DSIL),
- 150 millions d'Euros pour la *Dotation de Politique de la Ville* (DPV).

La DSIL (*Dotation de Soutien à l'Investissement Local*) sera transformée en une dotation pérenne inscrite dans le Code Général des Collectivités Territoriales.

Inscrite dans le PLF 2018, la *réforme de la taxe d'habitation* s'appliquera successivement sur les années 2018, 2019 et 2020, pour, progressivement, dispenser 80 % des contribuables locaux du paiement de cette taxe (une baisse de 30 % est prévue en 2018, puis de 65 % en 2019, et enfin de 100 % en 2020 pour les personnes concernées).

En termes de barème, seront concernées par cette réforme les personnes célibataires ayant un revenu fiscal de référence inférieur à 27 000 Euros par an, ainsi que les personnes vivant en couple (sans enfant) ayant un revenu fiscal de référence inférieur à 43 000 Euros par an.

Le Gouvernement a annoncé que les dégrèvements ***devraient être*** compensés à l'euro près ...

Le *Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)* sera automatisé à partir de 2019. Ce dernier devrait être revalorisé de 80 millions d'Euros en 2018 et devrait, désormais, bénéficier d'une hausse garantie.

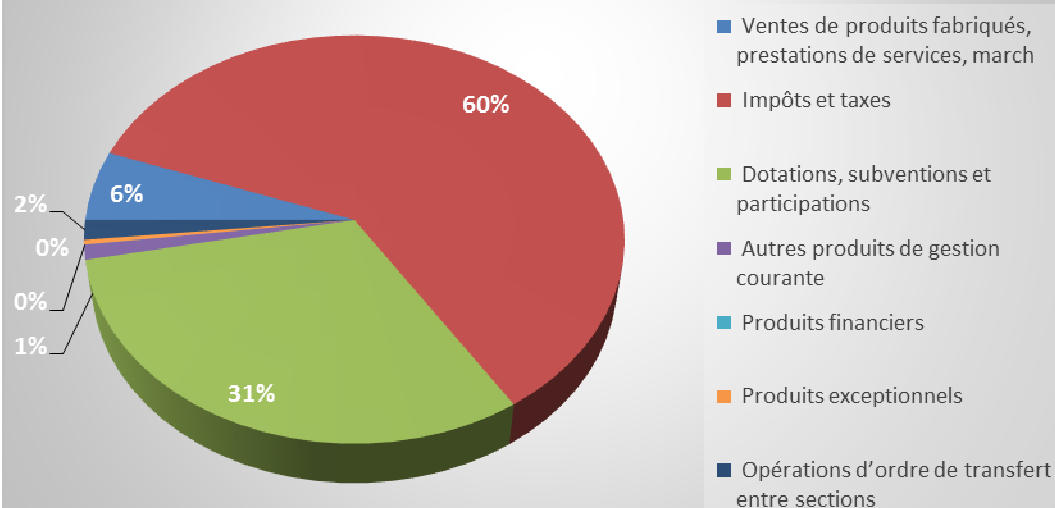
II°) La situation locale

LES RECETTES

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Recettes de fonctionnement				
Chapitre	Intitulé	2016	2017	Variation en %
002	Résultat d'exploitation reporté			
013	Atténuations de charges	329 793,85	284 685,43	-15,85%
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services	306 994,17	305 860,08	-0,37%
73	Impôts et taxes	3 304 962,14	3 325 947,11	0,63%
74	Dotations, subventions et participations	1 727 958,33	1 713 985,08	-0,82%
75	Autres produits de gestion courante	65 084,13	64 991,17	-0,14%
76	Produits financiers	994,50	715,60	-38,97%
77	Produits exceptionnels	20 658,38	20 214,46	-2,20%
Total des recettes réelles		5 756 445,50	5 716 398,93	-0,58
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	139 777,45	85 560,97	-1,00
Total des recettes d'ordre		139 777,45	85 560,97	-1,99
Total des recettes de fonctionnement		5 896 222,95	5 801 959,90	-3,98

Recettes de fonctionnement 2017



Pour 2018 :

a) Les atténuations de charges (chapitre 013)

Les recettes liées aux atténuations de charges seront en baisse du fait de la suppression des contrats aidés et de la mise en place des Parcours Emploi Compétences (PEC) par l'Etat. Ils seront pris en charge par l'Etat à hauteur de 50% (contre 70 % auparavant pour les contrats aidés)

☞ Baisse prévue de : 60 000 €

b) Les produits du service des domaines et ventes diverses (chapitre 70)

Pas de changement pour l'année 2018.

c) Les impôts et taxes (chapitre 73)

Pas de changement pour l'année 2018.

Possible évolution des bases d'imposition de la part de l'Etat.

L'attribution de compensation de la CAB devrait être abondée d'une enveloppe d'environ **8 000€** liée au transfert de la compétence tourisme à la CAB

d) Les dotations et participations (chapitre 74)

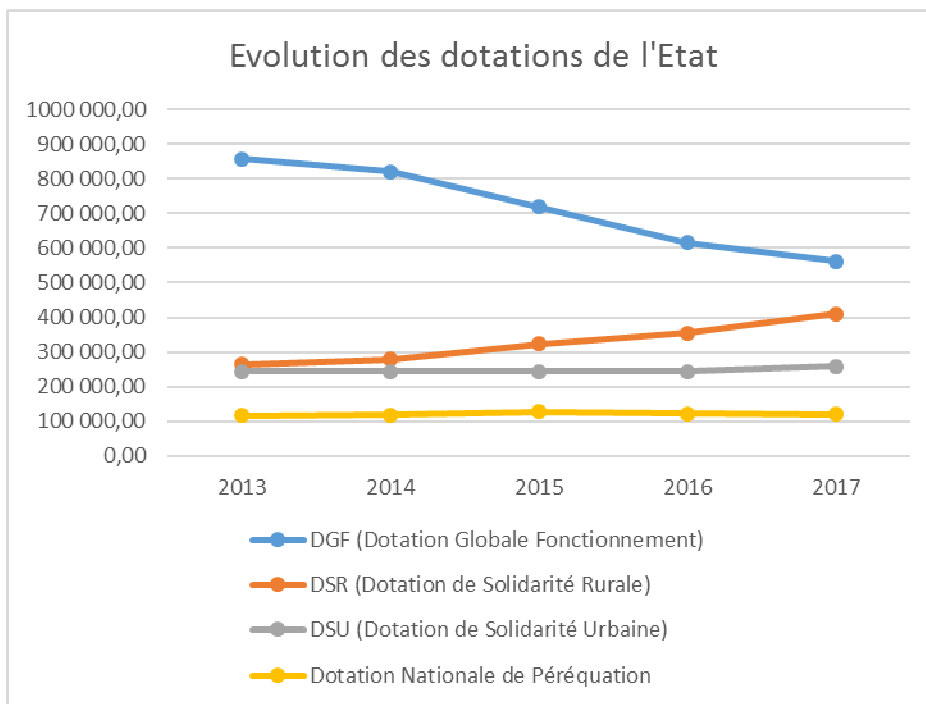
Les dotations de l'Etat

De 2013 à 2017, l'évolution des dotations de l'Etat se caractérise ainsi :

- Baisse de la **DGF** de 295 636 €
- Hausse de la **DSR** de 146 220 €
- Hausse de la **DSU** de 14 376 €
- Hausse de la Dotation Nationale de Péréquation de 4 091 €

☞ La baisse totale des dotations s'élève ainsi à **152 709 €** soit une baisse de **8,83 %**

Pour l'année 2018, les dotations (DGF, DSR et DSU) devraient être similaires à 2017



Les autres dotations

Recettes en moins :

- TAPS : 28 560 €
- Dotation de recensement : 9 835 €
- Dotations liées aux élections : 2 370 €
- Subventions liées au plan de gestion différenciée : 9 771 €

Nouvelles recettes :

- FCTVA pour les dépenses d'entretien des bâtiments en section de fonctionnement : 6 500 €

Possible évolution de la participation du Département liée au nouveau mode de calcul de la mise à disposition des salles communales au profit des élèves du Collège (actuellement 4 500 €)

Pas de changement pour les autres participations

e) Les autres recettes (produits de gestion courantes, produits financiers et produits exceptionnels) (chapitres 75,76 et 77)

Nouvelles recettes :

- Vente du local Rue Brousse : 30 000 €
- Vente d'un terrain de 10410 m² : 300 000 €

Pas de changement pour les autres recettes (locations de salles, loyers, remboursements sinistres)

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Recettes d'équipement :

Les subventions :

Service ou bien concerné	Organisme Financier	Montant prévisionnel possible	Avancée du dossier
Réaménagement de la médiathèque et mise en place de la RFID au sein de la médiathèque	Conseil Départemental et Sénat	25 000 €	Accord
Réhabilitation Mamelin Cachaine*	Etat (FSIL, DETR) , Conseil Départemental, Sénat, CAB, FEDER	655 024 €	Dossier à l'étude*
Réfection de l'éclairage public (Le Bosquet)	FDE (Fédération Départementale de l'Energie)	7 184 €	Accord
Réfection de l'éclairage public (Rue Jacques Duclos et rue du Val d'Ecault)	Etat (DETR), FDE	27 000 €	Dossier à l'étude
Réfection de la chapelle d'Ecault	Etat (DETR)	4 400 €	Dossier à l'étude
Equipement numérique des groupes scolaires	DETR	3 200 €	Dossier à l'étude
Zone de rencontre rues Ferry et Mann	Conseil Départemental : Amendes de police	15 000 €	Dossier à l'étude
Matériel gestion différenciée	Agence de l'eau	13 400 €	Accord

Les dossiers à l'étude ont été déposés auprès des organismes concernés. Nous sommes en attente de la validation définitive.

*Les recettes liées à la réhabilitation Mamelin Cachaine dépendront de l'avancée réelle des travaux. (seule une partie du montant prévisionnel sera affectée à la préparation du BP 2018). Nous sommes toujours dans l'attente de la réponse de certaines demandes de subvention.

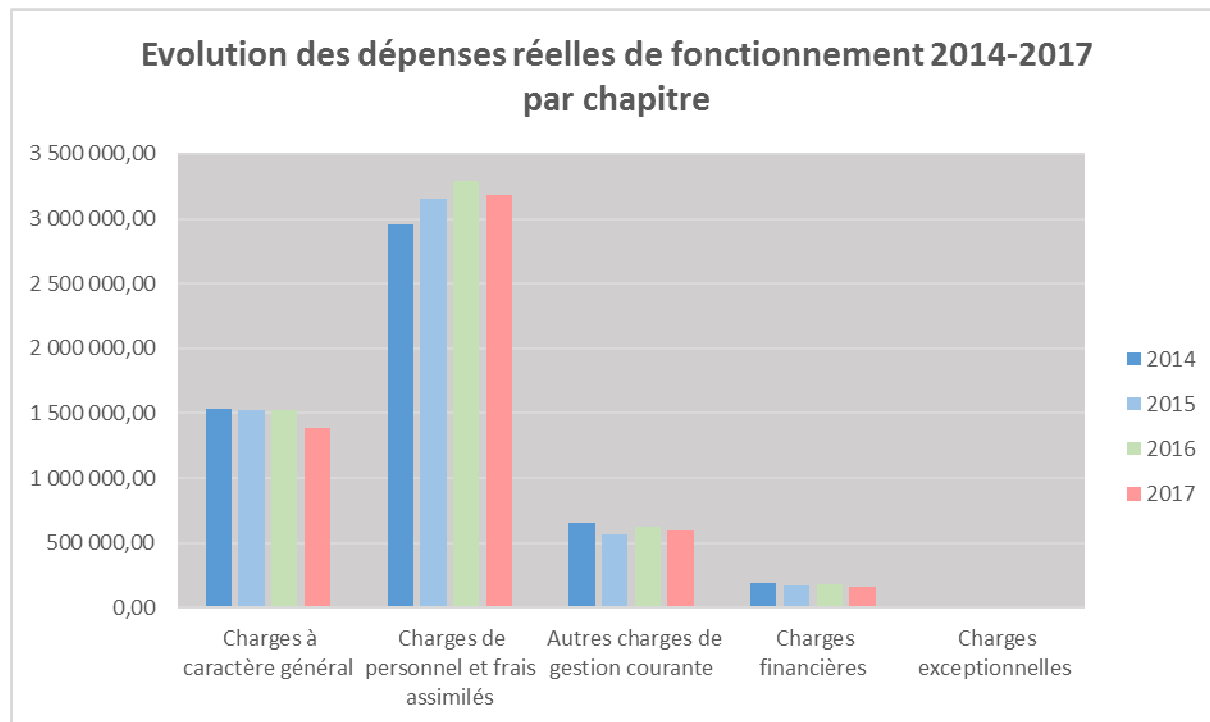
Pas d'emprunt cette année

Recettes financières

- FCTVA : 52 000 €
- Taxe d'aménagement : 5 000 €
- Transfert de la section de fonctionnement vers la section d'investissement

LES DEPENSES

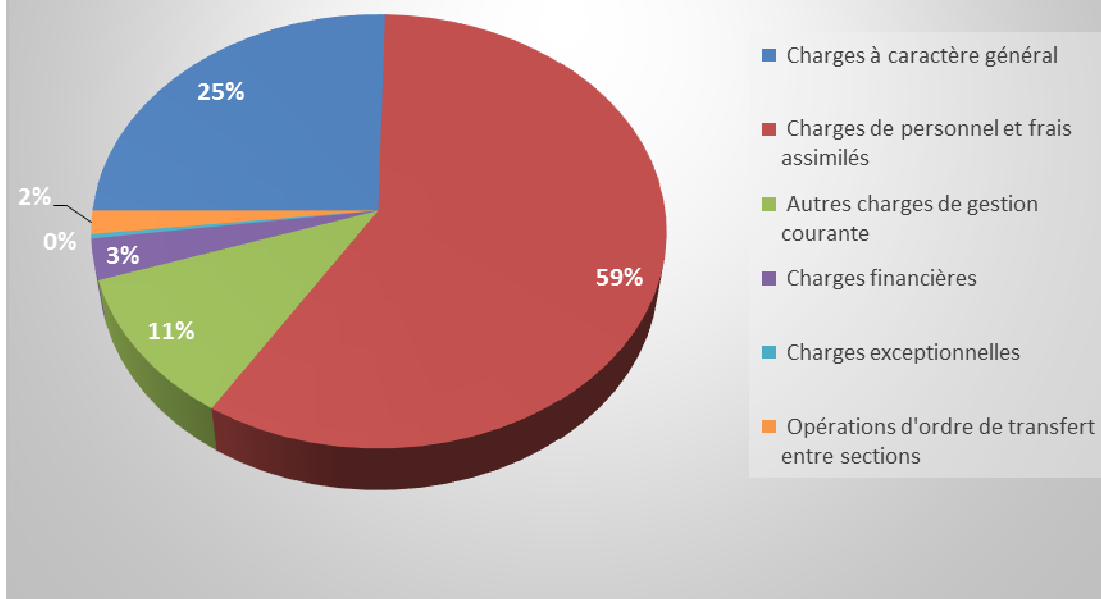
LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Evolution des Dépenses de fonctionnement 2016-2017

Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Intitulé	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Variation en %
011	Charges à caractère général	1 523 127,82	1 383 766,10	-10,07%
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 293 150,52	3 187 129,52	-3,33%
65	Autres charges de gestion courante	628 705,33	594 785,10	-5,70%
66	Charges financières	179 067,39	165 835,16	-7,98%
67	Charges exceptionnelles	15 170,76	18 179,90	16,55%
Total des dépenses réelles		5 639 221,82	5 349 695,78	-5,41%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	124 867,46	94 163,23	-32,61%
Total des dépenses d'ordre		124 867,46	94 163,23	-32,61%
Total des dépenses de fonctionnement		5 764 089,28	5 443 859,01	-5,88%

Répartition des dépenses de fonctionnement 2017



Prévisions

a) Charges à caractère général (chapitre 011)

- Nouvelles dépenses
 - Assistance à maîtrise d'ouvrage Marché assurance : 2 640 €
 - Assistance à maîtrise d'ouvrage Marché télécommunication : 2 587 €
 - Prise en charge de certaines dépenses liées au transfert de la compétence assainissement (avaloirs) : 1 000 €
- Baisse de certaines dépenses
 - Suppression des TAPS : 2 000€
 - Economies réalisées sur certaines manifestations
 - Poursuite de la gestion maîtrisée des dépenses d'équipement des différents services
- Maintien des autres dépenses

b) Charges de personnel (chapitre 012)

Evolution des taux de cotisation			
Désignation des cotisations	Date de changement	Ancien Taux ou Montant	Nouveau Taux ou Montant
Plafond Sécurité Sociale	01/01/2018	3 311,00 €	3 269,00 €
SMIC horaire brut		9,76 €	9,88 €
C.N.R.A.C.L. (Part Agent)	01/01/2018	10,29 %	10,56 %
C.S.G. Déductible	01/01/2018	5,10 %	6,80 %
Cotisation Maladie (Salariale)	01/01/2018	0,75 %	Supprimée
Cotisation Pôle Emploi (patronale)	01/01/2018	6,45 %	5 %
Fonds de Solidarité	01/01/2018	1 %	Supprimée

- Evolutions du budget	- Enveloppe prévisionnelle
- Avancements d'échelon	- + 11 500 €
- Avancement de grade et promotion interne	- + 14 000 €
- RIFSEEP	- + 18 000 €
- Suppression des TAPS	- -30 000 €

- Instauration du jour de carence
- La mise en place des PEC (Parcours Emploi Compétences) à la place des CAE aura une incidence sur la masse salariale. Nous ne savons pas actuellement combien de contrats pourront être signés.

c) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

- Suppression de la subvention au budget M49 du fait du transfert de la compétence assainissement à la CAB : 4 424 €
- Maintien des autres dépenses

d) Les charges financières (chapitre 66)

- Montant des intérêts des emprunts : 166 530 €
- ICNE : - 6 602 €

e) Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

- Augmentation de l'enveloppe allouée aux bourses : + 3000 €

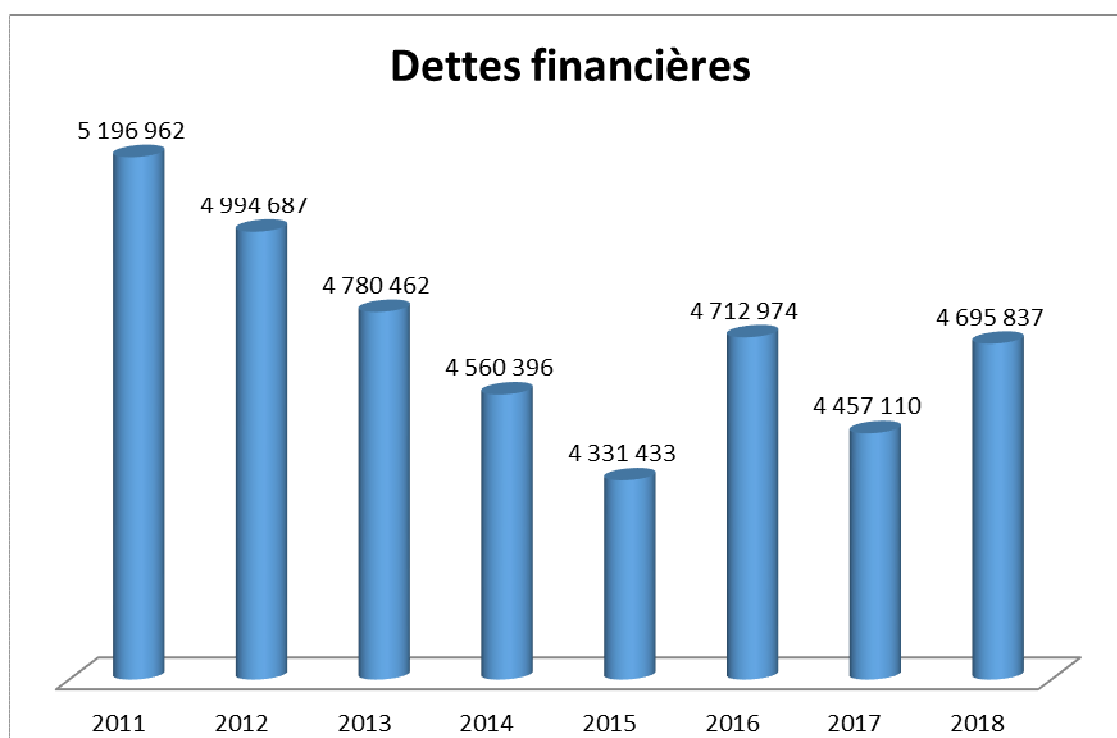
LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'Investissement

- Remboursement de la dette en capital : 322 647 €
- Poursuite de l'ADAP (Agenda d'Accessibilité Programmée) : travaux en régie
- Logiciel
- Mise en place de la RFID au sein de la Médiathèque
- Réaménagement de la médiathèque
- Réhabilitation des salles Mamelin et Cachaine
- Poursuite du plan pluriannuel de rénovation de l'éclairage public : Rue du Val d'Ecault et rue Jacques Duclos
- Poursuite du plan pluriannuel d'entretien des bâtiments publics (fenêtres, portes ...)
- Poursuite du plan pluriannuel de développement du numérique dans les groupes scolaires (vidéoprojecteurs et tableaux blancs)
- Acquisition de matériel
-

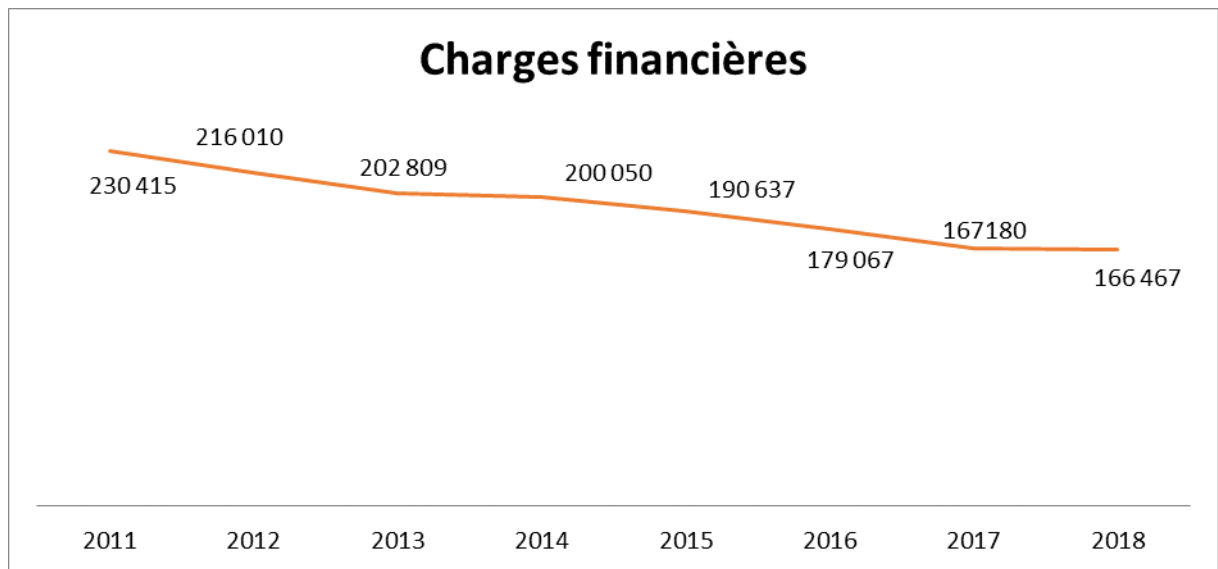
LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Endettement de la commune

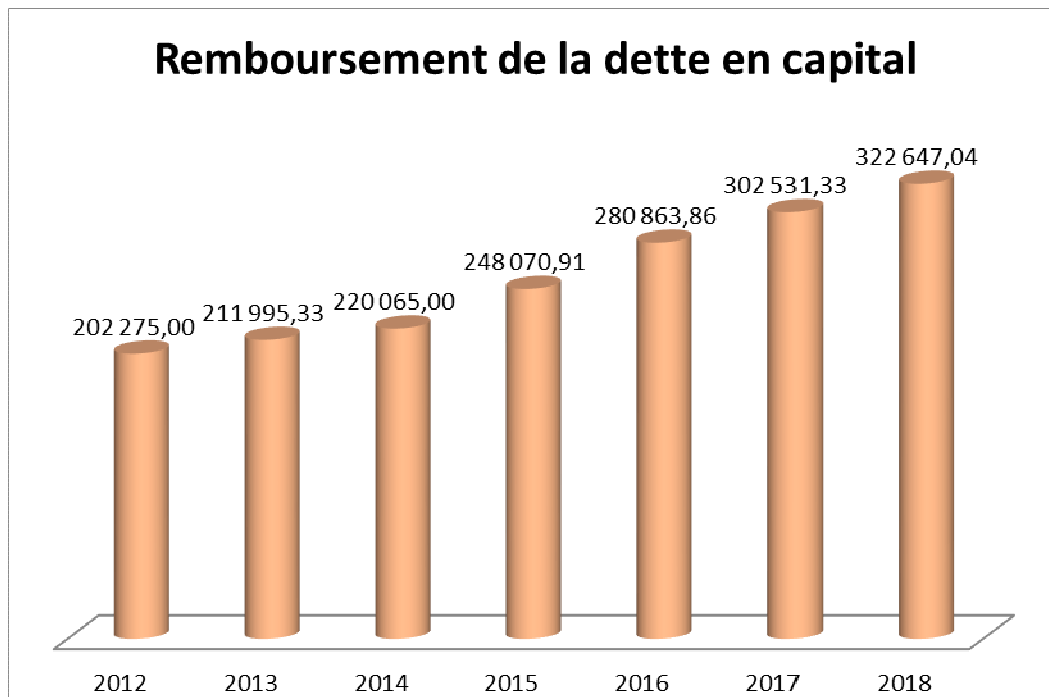


Charges financières

Charges financières

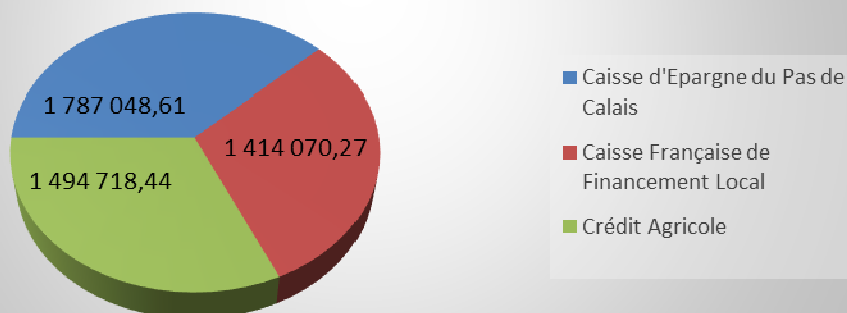


Remboursement de la dette en capital



Répartition de l'encours par organisme prêteur

Répartition de l'encours par organisme prêteur pour 2018



EVOLUTION PREVISIONNELLE

Epargne brute – Epargne nette

L'Epargne brute : différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement

Epargne nette : épargne brute auquel est soustrait le remboursement de la dette en capital

Epargne brute et nette 2017		
Produits de fonctionnement (A)	<i>Recettes réelles de fonctionnement - 6419 (atténuation de charges)</i>	5 431 713,50
Charges de fonctionnement (B)	<i>Dépenses réelles de fonctionnement - 6419 (atténuation de charges)</i>	5 065 010,35
CAF brute (A-B)		366 703,15
CAF Nette	<i>CAF brute - Remboursement de la dette en capital (1641)</i>	64 171,82

Pour l'année 2018, l'épargne nette devrait être similaire à 2017 : soit environ **65 000 €** augmentée au minimum de 330 000 € correspondant à la vente du local des AFN et du terrain d'Ecault



Soit une **épargne nette de 395 000 €**